

*Partage de réflexion entre les membres du Comité de Direction (CODIR), Comité de Pilotage (COPIL), avec les présidents du Conseil d'Orientation (CO) et du Bureau.*

### ***Comment situer le principe de responsabilité dans un contexte de traçage numérique ?***

Selon les mots du sociologue Max Weber, « *le partisan de l'éthique de la responsabilité (...) estimera ne pas pouvoir se décharger sur les autres des conséquences de sa propre action pour autant qu'il aura pu les prévoir* »<sup>1</sup>. La période de confinement a rappelé chacun(e) à sa propre responsabilité individuelle dans la gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du COVID-19, notamment en raison du respect essentiel de la limitation des contacts physique, devenue limitation des contacts sociaux. En cela, chaque comportement individuel a participé, positivement ou négativement à l'évolution de la situation. Depuis quelques semaines, il est cette fois question du principe de responsabilité en contexte de déconfinement, où l'on voit se déployer divers moyens possiblement mobilisés afin de poursuivre le ralentissement de l'expansion de la contamination et donc de la pandémie. Parmi ces derniers, la possibilité de (re)tracer le chemin des contaminations grâce à un outil numérique. Aussi est-il fondamental de situer ici la place de la responsabilité, tant individuelle que collective, précisément car le moment du déconfinement, à l'instar de la situation vécue ces derniers mois du printemps 2020, correspond tout autant à un moment d'interrogation de notre responsabilité, tant individuelle que collective.

Le rapport que nous pouvons entretenir à ces dernières est évolutif et vient s'ancrer dans un temps vécu de façon inédite dans beaucoup des sphères de nos vies ; il est probablement fonction de l'évolution de la situation à l'avenir. Au cœur du dilemme entre sécurité et liberté, comment pourrions-nous appréhender la place de chacun dans ce contexte de « déconfinement » ? Si le procédé dit du « traçage numérique » prétend participer au ralentissement de la pandémie, la responsabilité individuelle ne serait-elle pas liée à la participation de chacun dans cet effort collectif de gestion du risque ? Pour autant, que savons-nous des conséquences potentielles d'une telle participation au regard de la liberté elle-même ? Reprenons Max Weber, expliquant « *qu'aucune éthique au monde ne peut nous dire non plus à quel moment et dans quelle mesure une fin moralement bonne justifie les moyens et les conséquences moralement dangereuses.* »<sup>2</sup> N'est-il pas de l'ordre de la responsabilité que de nous interroger sur ce délicat équilibre ? Si l'on peut entendre la finalité visée par le traçage numérique – lutter contre la pandémie – l'exercice de notre responsabilité individuelle nous engage dans le questionnement même des conditions de possibilité et d'application de ce moyen. C'est probablement ici qu'un point de jonction nécessaire apparaît entre l'individu et le collectif. N'est-il pas du ressort de la responsabilité de l'Etat que de travailler à une information et une communication claire sur les enjeux du traçage afin que chacun puisse exercer sa responsabilité (tant sur le consentement ou le refus au traçage que dans le comportement général à adopter) sans se sentir amputé de sa liberté ? Dire cela, c'est justement viser une éthique où la fin moralement bonne pourrait se passer de moyens potentiellement dangereux, pour faire écho à l'intelligence humaine, qui s'interroge alors sur l'équilibre entre la fin et les moyens en éthique. D'une façon plus générale, la réflexion portée sur le traçage est l'occasion, consentie ou non, d'une réflexion sur ce qui existe déjà, sur notre niveau de conscience par rapport à la place du traçage dans nos existences et par conséquent, sur les responsabilités. Le temps du déconfinement peut alors

---

<sup>1</sup> Max WEBER, *Le savant et le politique*, Plon, 10/18, Paris 1995.

<sup>2</sup> Op-cit.

apparaître comme un moment d'interrogation de nos pratiques en matière de partage d'informations numériques, ici en lien avec une réalité – lutter contre la crise – dont la finalité est nettement différente de celles à laquelle beaucoup se sont accoutumés dès lors qu'il s'agit de la numérisation de nos vies.

---